



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1143
3 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 3 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PAR
LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU TADJIKISTAN AUPRÈS DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le
texte d'un article du Premier Ministre de la République du Tadjikistan,
S. E. M. Yakhyo Azimov, diffusé le 28 novembre 1998 par l'Agence d'information
tadjike Khovar (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte
de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la
République du Tadjikistan auprès
de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Rashid ALIMOV

ANNEXE

[Original : russe]

Yakhyo Azimov,

Premier Ministre de la République du Tadjikistan

L'unité pan-nationale, clef du progrès au Tadjikistan

La constitution d'un État national indépendant et souverain au Tadjikistan, entamée en 1991, a posé des problèmes économiques et politiques des plus complexes, dont la solution était fonction de la naissance d'une société d'un type nouveau, cimentée par une idée pan-nationale commune.

Les premiers pas accomplis par la République sur la voie de l'indépendance et de la souveraineté ont été en terrain mouvant, où elle risquait à chaque instant de s'enliser dans des problèmes – anciens et nouveaux – d'ordre économique, politique, social, culturel et moral, que la nouvelle élite politique en formation avait traduits à l'époque en intérêts de clocher et en ambitieuses envies de pouvoir. La guerre civile qui s'en est suivie a exacerbé au maximum les contradictions politiques de la société tadjike, et révélé aussi beaucoup plus nettement combien le pays était fragmenté, ce qui mettait en péril l'existence même d'un Tadjikistan souverain. Seule la sagesse du peuple et ses aspirations unitaires ont pu mettre un terme à cette absurde boucherie dont la continuation faisait naître le risque d'une autodestruction de la nation.

L'oeuvre d'édification de l'État, minutieuse et complexe, qu'accomplit le Gouvernement de la République du Tadjikistan, incarne l'esprit collectif de la nation, pour qui l'essentiel est le droit à une vie de dignité et de bonheur pour chaque citoyen tadjik, sans distinction de confession, de race, de nationalité ou de langue; cette oeuvre est comprise et soutenue non seulement dans le pays, mais aussi bien au-delà de ses frontières.

Cette cohésion du peuple dans son soutien à l'idée pan-nationale, dont on ne peut que se féliciter, est bien perçue par les amis du jeune État tadjik, et n'échappe pas non plus à ses ennemis, déclarés ou secrets. C'est justement cette idée qui, depuis l'accession à l'indépendance, fait l'objet de furieuses attaques de certains milieux politiques, y compris à l'étranger, et de plusieurs organes d'information vénaux et peu scrupuleux sur le choix de leurs moyens. Leur but est le sabotage idéologique, car ils cherchent à saper la confiance entre les représentants des différentes nationalités, et surtout à scinder les Tadjiks entre les différentes régions du pays. Leur procédé de propagande favori consiste à faire jouer dans ce but les particularités ethnogéographiques, culturelles et traditionnelles du peuple, héritées de l'histoire du Tadjikistan.

Il est indéniable, et profondément regrettable, que les résurgences séparatistes, de même que le sentiment quotidien qu'a une partie de la population du Tadjikistan de constituer une communauté territoriale "spéciale", n'ont pas encore pu être éliminés entièrement, résultant d'un héritage du passé et de la marche objective de l'histoire contemporaine du Tadjikistan. Cette identité régionale est à l'heure actuelle le grand obstacle à l'intégration à

/...

l'image que les Tadjiks se font d'eux-mêmes d'un esprit d'unité pan-nationale, du sentiment de constituer un peuple unique. Elle sert constamment de support pour toutes sortes de manipulations et de montages politiques à différents groupes qui, exclus de la vie politique à l'intérieur du pays, n'en cherchent pas moins avec obstination et à n'importe quel prix à parvenir au pouvoir qu'ils souhaitent si ardemment.

Nous, les Tadjiks, avons été à maintes reprises les témoins de diverses provocations d'ordre idéologique et militaire, menées périodiquement par nos ennemis, dont la caractéristique était et est toujours une tendance spécifique à désunir les éléments de la population et à les opposer les uns aux autres au niveau régional, en vertu du stratagème militaire éternel et historique qui consiste, dans un premier temps, à semer la discorde, puis à réduire en esclavage. Depuis sept ans que le Tadjikistan est un État indépendant, différents médias et, ce qui en dit long, des médias surtout étrangers, ont publié des centaines d'ouvrages sur le thème de ce que l'on a appelé "le Gouvernement individuel du sud", "l'autoélimination politique du nord", "l'affrontement de l'ouest et de l'est", "l'autodétermination du Badakhshan" et des dizaines de variantes sur des thèmes analogues, qui ne se différencient que par le degré de haine porté à la jeune République. Le mensonge éhonté, les préjugés, la prestidigitation intellectuelle, le paradigme sur le retour sont les éléments composant ces articles dus à la plume de politologues en chambre et d'experts du Tadjikistan dont la plupart n'ont jamais vu le pays ni rencontré son peuple.

Les événements qui se sont déroulés dans la région de Leninabad en novembre de l'année en cours illustrent parfaitement la tentative faite pour introduire un nouvel élément de division dans la société tadjike et dresser le nord du Tadjikistan contre le sud. Un groupe de rebelles s'est constitué avec l'appui des gens du nord armés d'un discours antigouvernemental; ils se sont fourvoyés dans la mesure où ils n'ont pas tenu compte de la conception objectivement mûrie dans la société tadjike selon laquelle il est essentiel de consolider celle-ci sur la base des initiatives de paix émanant du Président de la République du Tadjikistan, M. Emomali Charipovitch Rakhmonov.

Ayant essuyé un grave échec militaire et politique, les derniers rebelles et leurs chefs conservent encore l'espoir d'induire en erreur les Tadjiks et la communauté internationale, par des tracts, des interventions au sein d'organisations internationales réputées et des articles de commande dans la presse étrangère, qui brodent tous sur le thème du prétendu génocide des gens du sud. La version qu'ils ont accréditée, selon laquelle seuls les représentants de Kulob ont été placés à des postes clefs dans le pays, est absolument indéfendable. Il suffira d'énumérer les postes officiels les plus importants qu'occupent par exemple des représentants de la région de Leninabad dans les organes gouvernementaux du Tadjikistan pour se convaincre que ces accusations n'ont absolument aucun fondement : le Premier Ministre, le Vice-Premier Ministre, le Procureur général, le Vice-Président du Parlement, le Secrétaire du Conseil de sécurité, le Conseiller d'État du Président aux questions économiques, le Conseiller d'État du Président aux relations avec le Parlement et aux questions juridiques, le Ministre de la justice, le Ministre des communications, le Ministre de l'amélioration des terres et de l'énergie hydraulique, le Ministre de l'environnement, le Ministre de la protection

/...

sociale, les présidents de toute une série de comités relevant du Gouvernement de la République du Tadjikistan. À ce propos, il convient de tenir compte de trois faits : 1) les représentants du sud et du nord du pays mis à part, un nombre important de postes de responsabilité élevée sont occupés par des immigrants d'autres régions du pays; 2) le processus d'intégration des représentants de l'opposition tadjike dans les structures de l'État se poursuit; 3) le principe fondamental régissant la politique d'attribution des postes gouvernementaux n'est pas la représentativité régionale dans les structures de l'État, mais les qualités professionnelles de leurs titulaires.

Aujourd'hui, le monde entier est témoin de la bonne volonté des Tadjiks, qui, par leur travail et leur réflexion, montrent qu'ils aspirent tous à la paix et à l'unité nationale dans le cadre de la patrie, à l'instauration d'une souveraineté authentique qui garantisse la réalisation de leurs intérêts nationaux fondée sur la volonté de vivre dans la dignité, le respect de soi et le sentiment d'orgueil né de l'appartenance à un pays unifié et indivisible, dans lequel il n'y a pas et il n'y aura plus de place pour les conflits entre les nationalités qui le composent, l'ethnocratie ou le nivellement des ethnies.

Douchanbé, le 28 novembre 1998
